



NON AUX POLITIQUES D'AUSTERITE, OUI AU DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS !

Nos organisations syndicales CGT, FO, FA-FPT, FSU et SUD de la Fonction publique territoriale sont déterminées à poursuivre leur travail unitaire visant à contrer l'austérité budgétaire.

Le processus en cours s'applique aux collectivités territoriales, aux fonctionnaires et aussi aux citoyens :

- ✓ Avec la réforme territoriale et le projet de loi NOTRe, qui se traduit par la désorganisation des collectifs de travail dans de nombreux services, par l'augmentation des inégalités entre territoires.
- ✓ Avec les fusions des services, les mobilités forcées, l'augmentation de la souffrance au travail, l'absence de consultation des salariés et des fonctionnaires, la remise en cause de droits et moyens syndicaux
- ✓ Avec des pertes massives d'emplois de personnels territoriaux et par des atteintes fortes aux droits collectivement acquis des agents.
- ✓ Avec le plan d'économies de 11 milliards pour les collectivités territoriales d'ici 2017, qui poursuit la réduction des investissements locaux, des effectifs et de la masse salariale sans se préoccuper des besoins des populations.
- ✓ Avec le gel des salaires et du point d'indice depuis plus de 5 ans, gel qui accentue la perte considérable du pouvoir d'achat des fonctionnaires et contractuels.

Toutes ces mesures sont liées à la poursuite des politiques d'austérité, massivement rejetées par les fonctionnaires et les contractuels. Avec les organisations syndicales CGT, FO, FA-FPT, FSU et SUD de la Fonction publique territoriale, elles et ils revendiquent :

- ✓ L'augmentation générale des traitements
- ✓ L'arrêt des restructurations et des suppressions de postes, la création des emplois nécessaires, mesures qui passent par l'arrêt des politiques d'austérité, et donc du Pacte de responsabilité
- ✓ Le retrait du projet de loi NOTRe
- ✓ Un plan d'investissement public pour relancer l'économie
- ✓ Les moyens financiers à la hauteur des besoins pour l'ensemble des secteurs (aide à la personne, petite enfance,...)

Dans ce contexte, après les violences policières subies par nos collègues de la métropole lyonnaise mobilisés le 23 mars dernier, et alors que le projet de loi NOTRe sera en cours d'examen parlementaire, nous appelons nos militants et organisations locales à construire la mobilisation la plus large possible le mardi 19 mai 2015 lors des manifestations organisées à Lyon (départ 13h place Bellecour en direction de l'Hôtel de métropole) et Paris (départ 14h Port Royal en direction de l'Assemblée nationale).

Paris, le 11 mai 2015